



Conseil économique et social

Distr. générale
11 décembre 2014
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité des forêts et de l'industrie forestière

Soixante-douzième session

Kazan, 18-21 novembre 2014

Rapport de la soixante-douzième session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE

Introduction

1. À l'invitation du Gouvernement de la Fédération de Russie, la soixante-douzième session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE s'est tenue à Kazan, République du Tatarstan (Fédération de Russie), du 18 au 21 novembre 2014. Plus de 150 participants de la région de la CEE y ont assisté.

Participation

2. Les délégations des 31 États membres de la CEE suivants y ont participé: Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Irlande, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Monténégro, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Suède, Suisse, Tadjikistan, et Turquie.

3. Les organes et les institutions des Nations Unies suivants ont participé à cette session: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), Division de la statistique de l'ONU et Banque mondiale.

4. L'Institut forestier européen (IFE), une organisation intergouvernementale, était également présent.

5. Des représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont participé à la session: Association internationale des étudiants en sylviculture, Centre mondial de surveillance des incendies (GFMC), European Network of Forest Entrepreneurs (ENFE), Nature and Biodiversity Conservation Union (NABU) et Québec Arbres.

6. Les représentants des entreprises du secteur privé et des associations suivantes ont assisté à cette session: Air Tractor Europe, Brantwood Consulting, Campbell Global,

GE.14-24290 (EXT)



* 1 4 2 4 2 9 0 *

Merci de recycler



Fédération finlandaise des industries forestières, Forestry and Hunting Management Magazine, Forestry Development Centre Tapio, Mondi Syktyvkar, Narat-K, Plate-forme technologique européenne du secteur forestier (FTP).

Ouverture de la réunion

7. M. Heikki Granholm (Finlande), Président du Comité des forêts et de l'industrie forestière, a souhaité la bienvenue aux participants à la soixante-douzième session du Comité et a remercié la Fédération de Russie d'accueillir la réunion.

8. M. Ivan Valentik, Vice-Ministre des ressources naturelles et de l'environnement de la Fédération de Russie et chef de l'Agence fédérale des forêts, a prononcé une allocution d'ouverture au nom de M. Sergey Donskoy, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement, de M. Sergueï Narychkine, Président de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, et en son propre nom. M. Valentik a souligné que le monde était à un moment crucial du dialogue international sur les forêts et qu'il fallait réfléchir judicieusement sur le rôle des forêts dans le programme mondial de développement pour l'après-2015, en particulier au moment où les pays sont en train de faire le bilan du Forum des Nations Unies sur les forêts. Il a également rappelé le rôle de premier plan joué par la CEE et la FAO à travers leur travail commun sur les forêts et l'industrie forestière dans la région paneuropéenne. M. Valentik s'est félicité de la pratique consistant à tenir des réunions communes CEE/FAO et a appelé à poursuivre et à renforcer le partenariat entre ces deux organisations et leurs organes directeurs.

9. M. Ildar Khalikov, Premier Ministre de la République du Tatarstan (Fédération de Russie) a, au nom du Président du Tatarstan, M. Rustam Minnikhanov, souligné le rôle des forêts pour la République du Tatarstan et la contribution croissante de l'industrie forestière à son économie. Il a en outre donné un aperçu des engagements du Tatarstan en faveur de l'augmentation de la contribution de ce secteur à une économie verte, y compris par l'utilisation de nouvelles technologies et un accent accru sur le travail dans le domaine de la foresterie.

10. Le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU), M. Andrey Vasilyev, a également prononcé une allocution d'ouverture. Il a exprimé sa gratitude à la FAO pour sa coopération par le biais de la Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois. M. Vasilyev a en outre souligné que les forêts font partie intégrante de la culture russe et que le concept de gestion forestière durable est au centre des discussions sur la foresterie en Russie depuis des siècles.

11. M. Marat Zaynullin, lauréat du onzième concours international des jeunes sur les forêts, qui a eu lieu cette année du 9 au 11 septembre à Saint-Pétersbourg, a adressé un message aux futures générations. Ce concours avait rassemblé 48 jeunes participants de 27 pays qui avait présenté leurs projets de recherche sur les forêts à un jury composé de 15 membres représentant divers gouvernements et organisations internationales, y compris un représentant de la Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois.

12. M. Ivan Valentik a présenté un exposé sur les orientations stratégiques données à la mise en valeur des ressources forestières en Fédération de Russie. Il a rappelé le rôle important et croissant que le secteur forestier joue dans l'économie (avec 1,1 million de travailleurs et 60 000 entreprises). Les faits marquants récents survenus dans le domaine de la foresterie en Fédération de Russie comprennent, par exemple, l'introduction de nouveaux chapitres dans le code forestier, le travail sur les feux de forêt et la prévention connexe, les projets de reboisement, ainsi que des développements et des plans pratiques dans le domaine de l'utilisation de la biomasse pour produire de l'énergie et augmenter la contribution du secteur à l'économie verte.

13. M^{me} Renate Christ, secrétaire du GIEC, a prononcé une déclaration liminaire basée sur les dernières informations figurant dans le cinquième rapport d'évaluation du GIEC. Elle a mis l'accent sur l'interaction entre les forêts et le changement climatique à la lumière des principales constatations de ce rapport. L'influence humaine sur le climat est clairement démontrée et on s'attend à des impacts graves, généralisés et irréversibles. M^{me} Christ a souligné que les gouvernements ont les moyens d'agir et que les mesures d'atténuation sont abordables. Agir maintenant pour atténuer le changement climatique pourrait retarder la croissance, mais à plus long terme, ne rien faire en la matière engendrerait des risques encore plus importants pour la croissance économique.

14. Le Président a souligné le rôle clef que les forestiers ont à jouer pour atténuer le changement climatique et la pertinence du travail de la CEE/FAO dans ce domaine, et en particulier, le pilier B du Plan d'action de Rovaniemi relatif au secteur forestier dans une économie verte qui est centré sur «un secteur forestier à faible émission de carbone».

I. Adoption de l'ordre du jour

Document: ECE/TIM/2014/1

15. La réunion a adopté l'ordre du jour provisoire figurant dans le document ECE/TIM/2014/1 et le document rectificatif ECE/TIM/2014/1/Corr.1.

16. La déléguée de la Belgique, prenant la parole en sa qualité de Vice-Présidente de la Commission européenne des forêts de la FAO (CEF), a déclaré que, étant donné qu'il s'agissait d'une session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE et que les principaux sujets à l'ordre du jour se rapportaient aux activités menées conjointement dans le cadre du programme de travail commun CEE/FAO, il fallait donner des éclaircissements pour éviter les malentendus et la confusion quant à la nature et aux implications des discussions au titre de ces points de l'ordre du jour. Comme elle l'avait déjà dit à maintes reprises au cours des réunions des bureaux communs¹, la session en cours de la CEE et du Comité ne devrait prendre aucune décision sur les questions communes. Elle a donc proposé que, pour chaque point et chaque point subsidiaire de l'ordre du jour, le Président rappelle: 1) s'il se réfère au travail de la CEE ou au travail commun CEE/FAO; et 2) s'il est inscrit à l'ordre du jour pour information ou pour décision. Elle a en outre demandé que cette information soit mentionnée dans le rapport de la réunion pour chaque point subsidiaire. Le délégué du Portugal a suggéré d'indiquer la nature de la discussion lorsque les thèmes sont introduits et de la mentionner dans le rapport. Les propositions des participants de la Belgique et du Portugal ont été appuyées par l'Allemagne et la France. Les délégations des Pays-Bas, de la Suisse, de l'Irlande et la Fédération de Russie ont rappelé, d'une part, les succès de la coopération entre le Comité des forêts et de l'industrie forestière et la CEF, d'autre part, que le programme de travail était «intégré», et invité les participants à poursuivre les délibérations dans le même esprit de bonne coopération. Le secrétariat a proposé de fournir les informations demandées sur la nature des points de l'ordre du jour au début de chaque discussion.

17. Le secrétariat a en outre répété que, comme indiqué précédemment dans les communications aux bureaux communs, et conformément à l'ordre du jour annoté de la réunion, la plupart des points de l'ordre du jour du Comité étaient uniquement pour information et discussion. Si des recommandations pour décision se dégagent au cours des discussions, elles devraient être examinées à «Silva2015», c'est-à-dire la session conjointe

¹ Les bureaux communs CEE-FAO comprennent le Bureau du Comité et le Comité exécutif de la CEF.

du Comité des forêts et des ressources forestières de la CEE et la CEF de la FAO, qui se tiendra à Engelberg en novembre 2015.

II. Le secteur forestier dans le contexte d'une économie verte

A Débat sur les marchés des produits forestiers

Document: ECE/TIM/2014/3

18. Le secrétariat a informé la réunion que le débat sur les marchés des produits forestiers déboucherait sur une déclaration sur les marchés qui sera adoptée par la présente session du Comité. Le comité de rédaction a discuté du contenu final de cette déclaration le lendemain et celle-ci a été adoptée par le Comité (voir annexe).

19. M. Jarno Seppälä, chef du Département conseils et biosolutions en industrie forestière de la société INDUFOR, a présenté un exposé sur les marchés des produits forestiers en Europe. À l'exception des marchés des sciages résineux et des panneaux à grandes particules orientées, dont le potentiel de croissance est modéré en 2014 et 2015, les marchés étaient généralement étalés, même si une forte croissance a été enregistrée dans quelques pays. En ce qui concerne les pays dont les perspectives sont favorables, les exportations semblaient être le plus grand moteur et non la consommation de la sous-région.

20. Le délégué de la Turquie a souligné que les mises en chantier avaient augmenté de 10 % en 2013 et qu'on attendait un chiffre de croissance aussi bon ou meilleur en 2014. Cela, ajouté à la baisse de la lire turque, avait un impact positif sur les marchés du bois en Turquie.

21. M. Nikolai Ivanov, Vice-Président de l'Union des producteurs et exportateurs de bois de la Fédération de Russie, a présenté un exposé sur les marchés des produits forestiers dans son pays. Il a souligné que celui-ci avait connu l'augmentation la plus importante des mises en chantier en au moins vingt ans, ce qui était une évolution très positive pour l'industrie des produits forestiers. L'effet possible de la chute de la valeur du rouble sur la compétitivité du secteur forestier russe était moins clair, mais dans un passé récent, de telles tendances étaient généralement bénéfiques pour le secteur.

22. M. Bruce Glass, économiste forestier pour Campbell mondial, LLC, a présenté un aperçu des marchés des produits forestiers en Amérique du Nord. Il a souligné que les marchés de la plupart de ces produits avaient connu une nette amélioration, mais que la demande de logements était encore timide en dépit des améliorations impressionnantes de l'emploi, de l'endettement des ménages et des stocks de logements invendus. Cela est dû aux politiques de prêt plus prudentes adoptées par les institutions financières au lendemain de la crise financière de 2008, compte tenu de la perte de confiance des consommateurs et de l'absence de croissance des revenus individuels.

23. M. Glass a estimé que la plupart des pièces étaient généralement en place pour une importante croissance de la demande en Amérique du Nord à court terme, et que cette évolution allait changer la dynamique d'exportation vers la région Asie et Pacifique. Par exemple, à long terme, une augmentation de la demande de bois en Chine se traduirait probablement par une augmentation de son importation à partir de la Fédération de Russie une fois que le marché nord-américain du logement se sera amélioré, réduisant ainsi la quantité de bois disponible pour l'exportation à partir de l'Amérique du Nord.

24. M. Richard Vlosky, Directeur du centre de développement des produits forestiers de la Louisiane et chef du programme des produits forestiers au centre agricole de l'université

d'État de la Louisiane, École des ressources naturelles renouvelables de Bâton-Rouge, a présenté un aperçu des faits marquants dans le domaine du bois-énergie en Amérique du Nord. Il a souligné la vulnérabilité du marché de ce produit dans cette région, en raison à la fois à sa dépendance vis-à-vis des subventions et des prix actuellement bas d'autres sources d'énergie, notamment le gaz naturel. À l'heure actuelle, la fabrication de granulés est le segment de marché le plus positif pour le bois-énergie, mais il est presque entièrement tributaire des exportations vers l'UE et on se demande si les citoyens de l'Union continueront d'absorber les coûts élevés de l'énergie résultant de la subvention du bois-énergie.

25. Les participants ont également mentionné que la forte volatilité des prix du pétrole avait à la fois des effets positifs et négatifs sur les marchés des produits forestiers dans toutes les régions, et, en particulier, sur les produits dendroénergétiques. Par exemple, la baisse des coûts de l'énergie a: diminué la compétitivité de ces produits, réduit les coûts de production pour certains d'entre eux et, dans l'ensemble, augmenté le revenu disponible des consommateurs.

26. La Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois continuera de fournir des informations sur l'évolution des marchés innovants de produits forestiers, tels que les fibres à base de produits forestiers, dans le cadre de la revue annuelle du marché des produits forestiers.

B. Suivi du Plan d'action de Rovaniemi relatif au secteur forestier dans le contexte d'une économie verte

Documents: ECE/TIM/2014/4 et ECE/TIM/INF.1

27. Plusieurs exemples de la mise en œuvre du Plan d'action de Rovaniemi aux niveaux national et régional ont été donnés aux participants. La Fédération de Russie, le Kazakhstan, la Pologne et la Turquie ont présenté leur expérience dans le secteur forestier en ce qui concerne la transition vers une économie verte. Les participants ont également été informés des résultats des travaux effectués dans la région pour appuyer la mise en œuvre du Plan d'action de Rovaniemi.

28. M. Kenan Kilic (Turquie) a évoqué Orman2011, la réunion commune du Comité avec la Commission européenne des forêts de la FAO au cours de laquelle les participants ont examiné le premier projet de ce plan d'action. Il a expliqué que la Turquie était en train d'élaborer un plan d'action national exhaustif pour son secteur forestier, à partir de la structure et du contenu de ce plan d'action et en ajoutant les objectifs nationaux qui étaient alors inclus dans le programme de développement national. Pour chaque pilier, un service gouvernemental a été désigné pour coordonner la mise en œuvre des activités. M. Kilic a également fait part des enseignements tirés. Le secteur forestier est le premier à bénéficier d'un tel plan national en Turquie.

29. M. Janusz Zaleski (Pologne) a donné un aperçu de l'approche intersectorielle de son pays, qui s'articule autour de trois axes: l'infrastructure appropriée pour une croissance durable, l'innovation en vue d'une croissance intelligente et des activités à mener pour une croissance sans exclusion. La foresterie fait partie intégrante de la stratégie pour l'environnement et la sécurité énergétique de la Pologne et de sa stratégie de développement des zones rurales, de l'agriculture et de la pêche. Les activités axées sur la croissance verte sont appuyées par le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau. En outre, la Pologne est en train d'élaborer un nouveau programme national de développement forestier, qui viendra compléter la stratégie nationale de développement forestier adoptée en 2013.

30. M. Maxat Yelemessov (Kazakhstan) a informé les participants des objectifs de son pays en matière de foresterie qui contribuent à la transition vers une économie verte. Il a en particulier souligné les mesures prises pour: préserver et développer les zones forestières et leur biodiversité, réduire l'exploitation forestière illégale, réduire l'impact des feux de forêt ainsi que des organismes nuisibles et des maladies, et soutenir l'industrie de transformation du bois. Ces mesures sont appuyées par des fonds d'un montant total de 700 millions de dollars des États-Unis provenant notamment de l'État, des régions, des municipalités ainsi que de contributions internationales.

31. M. Alexander Panfilov (Fédération de Russie) a souligné les liens solides entre le programme d'État 2013-2020 de développement de la foresterie de son pays et l'économie verte. La Fédération de Russie a l'intention d'agir sur 48 des 62 mesures du Plan d'action de Rovaniemi à mettre en œuvre par les gouvernements. Le programme d'État vise à augmenter la part du secteur forestier dans le produit national brut, créer un environnement favorable à l'intention de la population, tout en préservant la biodiversité et les services forestiers et en sécurisant les moyens de subsistance des populations tributaires des ressources forestières. La loi fédérale visant à combattre l'exploitation forestière illégale et à accroître les capacités d'inspection des forêts aidera également à atteindre ces objectifs.

32. M^{me} Marta Gaworska (Pologne), chef de l'équipe CEE/FAO des spécialistes en politique forestière, a informé les participants des résultats de la réunion tenue en septembre 2014 par cette équipe à Cracovie (Pologne) sur la mise en œuvre du Plan d'action de Rovaniemi au niveau national. Les participants avaient examiné les objectifs de ce plan, défini les domaines prioritaires de travail dans le domaine de la politique forestière et précisé l'assistance nécessaire de la part du secrétariat pour ces activités. Puis, ils ont évalué différentes façons d'élaborer des politiques pour le secteur forestier en vue d'une économie verte. Sur la base de ces résultats, l'équipe de spécialistes en politique forestière est en train d'élaborer son plan de travail, qui comprendra des échanges d'informations entre les membres sur l'expérience et la mise au point d'outils d'élaboration de politiques.

33. M^{me} Helen Goodland (Brantwood Consulting) a présenté les premiers résultats d'un examen des politiques conduites dans la région de la CEE pour la promotion de matériaux de construction durables, qui était effectué dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité A.6.5 du Plan d'action de Rovaniemi. Il semble que les politiques actuelles soient dominées par une approche prescriptive. Cependant, on observe dans certains pays une évolution vers des politiques intersectorielles intégrées axées sur la performance, une utilisation plus systématique de l'évaluation du cycle de vie et la reconnaissance du bois comme matériau à faible émission de carbone. Sur les 100 réponses à l'enquête, 28 politiques ont été choisies pour illustrer les principales pratiques. Ceux qui n'ont pas eu le temps de participer à l'enquête ont été informés qu'il était encore possible de le faire jusqu'à la fin de novembre, et que leur contribution pourrait alors être incluse dans le rapport final qui est attendu pour le printemps de 2015.

34. M. Edgar Kastenzholz (European Network of Forest Entrepreneurs) a présenté les résultats des travaux sur les emplois verts décents dans le secteur forestier, qui représentent une contribution à la mise en œuvre des activités C.0.1, C.1.2 et C.2.2 du Plan d'action de Rovaniemi. Les principaux problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs du secteur forestier sont: le vieillissement, l'absence de nouveaux entrants sur le marché, la formation théorique et pratique insuffisante, les taux élevés d'accidents et les risques sanitaires importants, ainsi que la faible rentabilité des opérations forestières qui empêchent les entreprises d'investir dans l'amélioration des conditions de travail. Pour mesurer les progrès accomplis dans la résolution de ces problèmes, M. Kastenzholz a proposé l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs destinés à évaluer les emplois du secteur forestier, y compris: leur répartition par catégorie, l'égalité hommes-femmes, la sécurité et la santé, le développement des compétences, l'esprit d'entreprise, la rémunération, la

protection sociale et le dialogue. Cette évaluation nécessitera des données améliorées provenant de sources d'informations fiables ainsi que des capacités d'établissement de rapports.

35. Le Portugal a souligné la nécessité de tenir compte du cadre et des méthodologies existants pour l'établissement de rapports sur les emplois verts décents et les questions de l'emploi, en particulier, par l'Organisation internationale du Travail.

36. Le secrétariat a remercié la Suède pour le financement de l'examen des principales politiques mises en œuvre dans la région de la CEE pour promouvoir l'utilisation de matériaux de construction durables.

37. Le secrétariat a donné lecture d'un message de M. Marc Palahi, Directeur par intérim de l'IFE. Dans ce message, l'IFE a réitéré sa détermination, à travers ses activités d'appui à la recherche et aux politiques, à appuyer un dialogue éclairé sur le rôle du secteur forestier européen dans la mise en place d'une économie verte fondée sur des produits biologiques, et à faire en sorte que les résultats de la recherche forestière en Europe fournissent une base scientifique solide pour des décisions politiques plus éclairées. L'IFE a noté que le Plan d'action de Rovaniemi constituait une base appropriée pour la coopération future. À cet égard, le secrétariat a souligné la bonne coopération avec cet institut sur les questions d'économie verte et d'autres questions d'intérêt commun.

38. La France a rappelé le caractère volontaire de ce plan d'action et a demandé des éclaircissements sur la phrase suivante figurant dans la version française du document ECE/TIM/2014/1 «le Comité pourrait donner des indications sur des travaux supplémentaires à entreprendre en vue d'exécuter le Plan d'action de Rovaniemi». Le secrétariat a confirmé le caractère volontaire du plan, qui n'est ni prescriptif ni contraignant. Il a également rappelé que le plan demandait et nécessitait un suivi des progrès du secteur forestier à l'appui d'une économie verte dans la région de la CEE, ainsi que l'établissement de rapports pertinents.

39. Certains pays ont déclaré que l'établissement de rapports sur l'exécution du Plan d'action de Rovaniemi serait prématuré à ce stade, dans la mesure où ce plan n'a été adopté qu'en décembre 2013. S'agissant des exposés présentés sur la mise en place d'une économie verte dans certains pays, il a été convenu que l'échange de données d'expérience et d'informations était très utile et que cette forme d'interaction devrait se poursuivre. La FAO a également offert d'élaborer une plate-forme en ligne pour la diffusion volontaire de données d'expérience des pays et d'autres informations sur les politiques d'économie verte.

40. Comme première étape, la Suisse a proposé d'ajouter, à titre volontaire, une composante d'économie verte basée sur le pilier A du Plan d'action de Rovaniemi à la déclaration sur les marchés élaborée chaque année par les États membres. Cette proposition a été appuyée par plusieurs États membres (Allemagne, Fédération de Russie, Irlande, Pays-Bas et Pologne), mais pas par la France et le Portugal qui ont exprimé des réserves. Finalement, le Comité a encouragé les pays à ajouter, s'ils le souhaitent et à titre volontaire, des informations sur le rôle du secteur forestier dans une économie verte dans leur chapitre sur les mesures politiques dans leur déclaration sur les marchés. Il a demandé que le secrétariat mentionne cette option dans le résumé de la déclaration sur les marchés. Le Comité a en outre prié le secrétariat de proposer, sous la direction des bureaux communs, un plan, une méthodologie et un format pour d'éventuels futurs rapports sur la mise en œuvre du Plan d'action de Rovaniemi pour examen par «Silva2015».

C. Mesurer et faire connaître la contribution du secteur forestier à une économie verte

Document: ECE/TIM 2014/5

41. Le secrétariat a fait savoir à la réunion qu'au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants devaient proposer des contributions de fond et des orientations pour les travaux de la section mixte CEE/FAO. Il a rappelé que le mandat relatif à ces points découle de l'activité E.2.3 du Plan d'action de Rovaniemi et du domaine d'activité 1 du programme de travail intégré CEE/FAO.

42. M. Christopher Prins, consultant en foresterie, a présenté les travaux visant à mesurer et à faire connaître la contribution du secteur forestier à une économie verte. Il a commencé en présentant le contexte du processus conduisant à une économie verte, et les faits marquants connexes dans le secteur forestier. Cela a été accéléré par l'approbation du Plan d'action de Rovaniemi. M. Prins a en outre présenté les objectifs de la session ainsi qu'une proposition pour les prochaines étapes à mettre en œuvre.

43. M. Andrea Bassi, Président-Directeur général de KnowlEdge Srl, a présenté les définitions d'une économie verte et sa justification, ainsi que les faits marquants récents concernant la mesure d'une telle économie et les indicateurs connexes. Il a en outre illustré le concept de la mesure des progrès vers une économie verte, basé sur un modèle intégrant divers indicateurs tout au long du cycle des politiques. Cette technique permet d'intégrer différentes questions, dans différents secteurs, dans un cadre conceptuel.

44. M^{me} Alessandra Alfieri, chef de la Section des comptes économiques et environnementaux de la Division de la statistique de l'ONU, a présenté le concept et les processus derrière le Système de comptabilité économique et environnementale intégrée (SCEE), une norme statistique internationale de mesure des interactions entre l'environnement et l'économie. Ce système devrait être utile pour l'établissement de rapports sur les objectifs de développement durable. Il est probable qu'un grand nombre de ces objectifs incluent des informations relatives aux forêts. M^{me} Alfieri a rendu compte de l'élaboration de l'écosystème expérimental de comptabilité pour l'agriculture, la foresterie et la pêche de la SCEE et a invité le secteur à contribuer au processus d'examen en vue de cette proposition.

45. M. Florian Steierer, de la Section CEE/FAO de la foresterie et du bois, a présenté un exposé sur le concept de «l'utilisation en cascade» du bois. Il a en outre décrit les moyens possibles d'élaboration d'un indicateur pertinent pour l'utilisation en cascade du bois sur la base du rapport entre le volume de produits à partir du bois et l'approvisionnement en bois rond fraîchement coupé. Dans son exposé, M. Steierer a souligné les avantages attendus ainsi que les limitations de l'établissement de rapports dans ce domaine.

46. M. Evgeny Kuzmichev, consultant principal, et M^{me} Marina Smetanina, coordonnatrice de la phase 2 du programme Application de la législation forestière et gouvernance de la Banque mondiale en Russie, ont présenté le travail de la Banque sur le suivi de la gouvernance dans le domaine de la foresterie en Fédération de Russie. Ils ont rendu compte du processus d'élaboration d'un système d'évaluation fondé sur un sous-ensemble des indicateurs du processus de Montréal², basé sur l'approche mise au point par la FAO et le PROFOR. La méthode a été mise en œuvre dans certaines régions de la Fédération de Russie, avec la participation de parties prenantes et de la société civile.

² Groupe de travail sur les critères et indicateurs de conservation et gestion durable des forêts tempérées et boréales.

47. Pour conclure, M. Christopher Prins a rendu compte des résultats de la table ronde sur la façon de mesurer et de faire connaître la contribution du secteur forestier à l'économie verte, tenue à Rovaniemi, au cours de «Metsä2 013». Ils comprennent des principes généraux et des domaines d'élaboration de mesures possibles de cette contribution.

48. Le secrétariat a remercié le Gouvernement des Pays-Bas pour son appui financier à cette activité.

49. Les participants des pays suivants: Allemagne, Autriche, Canada, Fédération de Russie, Finlande, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Suède et Suisse ont fait des suggestions de fond pour la poursuite des travaux dans ce domaine, y compris les suivantes:

a) Il importe d'une part de tenir compte des liens avec d'autres secteurs et des faits marquants pertinents dans ces secteurs dans les travaux et, d'autre part, d'éviter une approche «silo» dans l'étude du secteur forestier dans une économie verte. La communication sur ces travaux avec d'autres secteurs est essentielle;

b) Il n'est pas approprié de porter un jugement sur la performance d'un pays en se basant sur le suivi des progrès vers une économie verte;

c) Il faudrait réfléchir aux meilleures méthodologies pour rendre compte de la contribution du secteur forestier à une économie verte, et celles-ci pourraient inclure ou non des indicateurs;

d) En ce qui concerne les secteurs liés à la foresterie, les questions d'économie verte peuvent aller au-delà de la gestion durable des ressources forestières. Lors de la prise de décisions sur l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs pour mesurer le rôle des forêts dans une telle économie, il faudrait adopter une approche prudente mais dynamique, car le concept d'économie verte n'est pas encore bien développé et il faut effectuer une analyse des lacunes en tenant pleinement compte des critères et des indicateurs de gestion forestière durable existants;

e) Il importe que le suivi tienne compte de tous les différents aspects des contributions des forêts et des industries forestières à une économie verte et que les indicateurs ne soient pas limités aux aspects de comptabilité environnementale et reflètent également les aspects liés, par exemple, à l'industrie, au développement de l'utilisation des ressources énergétiques forestières dans le panier énergétique, au secteur du recyclage, aux contributions à l'atténuation du changement climatique, et à la sylviculture;

f) Les travaux effectués dans ce domaine devraient tenir compte d'autres indicateurs élaborés dans le cadre d'autres processus, à la fois au niveau régional (par exemple, Forest Europe, Processus de Montréal) et mondial (par exemple les objectifs de développement durable), et être compatibles avec ces indicateurs;

g) Les domaines de mesure proposés par la table ronde de Rovaniemi au cours de «Metsä2013» ont été approuvés en principe par plusieurs participants, comme base pour les travaux futurs;

h) Il importe de travailler avec les bureaux de statistique, à la fois aux niveaux national et international, lors de l'élaboration des indicateurs, compte tenu de leur savoir-faire dans ce domaine;

i) Les données existantes devraient être déterminées et utilisées pour comprendre la contribution du secteur forestier à l'économie verte et les lacunes dans les données devraient être identifiées.

50. Plusieurs participants ont en outre noté que la comptabilité du capital naturel n'était pas une étape accessoire et que le secteur forestier devait être prêt à apporter sa contribution à cet important objectif.

51. Les délégations des pays suivants: Portugal, France, Belgique, Autriche, Allemagne et République tchèque ont rappelé que le Plan d'action de Rovaniemi indique que Forest Europe est l'acteur principal dans cette activité et, à ce titre, devrait être associé à ce travail.

52. Le secrétariat a rappelé que, comme indiqué par les États membres au cours des discussions, l'adhésion à ce plan est volontaire par nature et non prescriptif, et qu'il ne peut donc engager Forest Europe à mettre en œuvre des activités s'il ne le souhaite pas. Cependant, la Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois a été mandatée par ses organes directeurs pour suivre la situation du secteur forestier dans une économie verte.

53. Le secrétariat a également signalé qu'il avait écrit récemment au groupe de liaison de Forest Europe de Madrid pour lui proposer une coopération sur les travaux pertinents relatifs aux indicateurs, mais que ce groupe lui avait fait savoir qu'il ne pouvait coopérer à ce moment, jusqu'à ce que le mandat pour la mise à jour des indicateurs de gestion forestière durable soit confirmé par la réunion d'experts de haut niveau.

54. Certaines délégations ont suggéré que le secrétariat reprenne contact avec le groupe pour offrir de présenter des informations sur les travaux en cours sur la surveillance des forêts dans une économie verte à la prochaine réunion d'experts de haut niveau, en janvier 2015. Conformément à une suggestion du Portugal, le secrétariat a proposé d'inviter Forest Europe à s'associer à un atelier qui sera organisé conjointement, et en coopération avec d'autres processus et organismes compétents.

55. La Fédération de Russie a noté que, alors que la Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois agit en vertu d'un mandat convenu, Forest Europe ne semble pas avoir de mandat clair dans ce domaine. Les participants de Forest Europe pourraient souhaiter donner un mandat clair au processus Forest Europe afin qu'il puisse s'associer à la CEE et à la FAO dans la mise en œuvre de cette activité.

56. Le Portugal a suggéré que le secrétariat élabore un document sur la façon dont d'autres processus suivent et mesurent les progrès vers une économie verte.

57. Le Président a conclu les débats comme suit:

a) Les travaux relatifs à la façon de mesurer et de faire connaître les progrès du secteur forestier vers une économie verte devraient se poursuivre, conformément aux éléments E.2.3 et E.5.1 du Plan d'action de Rovaniemi et du domaine d'activité 1 du programme de travail intégré CEE/FAO;

b) Ces questions sont complexes et n'ont pas encore été examinées de manière approfondie, de sorte qu'il faudrait les analyser soigneusement avant de prendre les décisions finales, en particulier en ce qui concerne tout nouvel indicateur qui pourrait s'avérer nécessaire;

c) Il faut toutefois avancer rapidement, en pleine coopération avec les partenaires, y compris ceux d'autres secteurs tels que la Division de statistique de l'ONU;

d) Les indicateurs disponibles, notamment les critères et les indicateurs de la gestion forestière durable, devraient former la base pour la poursuite des travaux et être examinés afin de déterminer les lacunes et les contradictions possibles par rapport à ce qu'il faut pour suivre les progrès vers une économie verte, puis de déterminer la portée des travaux futurs;

e) Les participants souhaitent clairement que cette question soit examinée plus avant, dans le cadre d'une réunion ou d'un atelier;

f) Les équipes d'experts et le Groupe de travail mixte FAO/CEE des statistiques forestières et de l'économie et de la gestion des forêts devraient également s'engager dans ce travail.

D. Initiative Les forêts pour la mode

Document: ECE/TIM/2014/6

58. Le secrétariat a informé les participants que ce point de l'ordre du jour était destiné à rendre compte des manifestations organisées à l'occasion de la Journée internationale des forêts (21 mars 2014) par l'Office des Nations unies à Genève (ONUG), à l'initiative de la Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois. Cette journée a eu pour thème cette année «Les forêts pour la mode – La mode pour les forêts». M. Paolo Naldini, directeur de Citta Dellarte-Fondazione Pistoletto en Italie, a présenté la manifestation «Les forêts pour la mode – La mode pour les forêts», en analysant les défis que les secteurs de la forêt et de la mode doivent relever pour travailler d'une manière plus synergique et plus durable. Il a conclu en présentant un concept de durabilité globale et des recommandations sur la façon dont les secteurs de la forêt et de la mode pourraient mutuellement soutenir des modes de production et de consommation durables, compte tenu de la croissance du marché des fibres du bois.

59. M. Lorenz Wied, chef du département des projets stratégiques à Lenzing AG en Autriche, a présenté les aspects pratiques/techniques des produits et des concepts qui ont été mis en avant au cours de la conférence «Les forêts pour la mode – La mode pour les forêts» du mois de mars précédent. En particulier, il s'est concentré sur les valeurs qui sous-tendent les efforts accomplis par des entreprises pour produire de manière durable et sur les mesures pratiques prises par Lenzing AG pour atteindre cet objectif. M. Wied a en outre présenté une analyse comparative des différents tissus en fonction de leur impact sur l'environnement et de leur indice de durabilité des matériaux.

60. M. Eoin O'Driscoll (Irlande), chef de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO des produits forestiers durables, a appuyé l'initiative et l'expansion du travail relatif aux marchés des produits forestiers au-delà des domaines traditionnels.

61. Au cours de la discussion qui s'en est suivie, le rôle clef que joue l'industrie de la mode en déterminant les tendances de consommation a mis en lumière sa capacité d'orienter la demande du marché sur une voie plus durable.

62. Le secrétariat a appelé l'attention des participants sur une lettre du Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC) au Comité des forêts et de l'industrie forestière, soulignant l'importance de la traçabilité des fibres forestiers provenant de sources durables.

63. Le Président a demandé au secrétariat de continuer à suivre l'évolution du marché des fibres de textile dans le cadre du rapport sur les produits et marchés forestiers (Forests Products and Markets Report (FPMAR)), selon que de besoin.

64. Le Comité des forêts et de l'industrie forestière a reconnu l'importance des fibres obtenues à partir du bois pour la promotion de la production durable de textiles et a recommandé d'explorer l'élaboration de systèmes de traçabilité des fibres textiles, pour aider les producteurs et les détaillants de vêtements à bien connaître la durabilité des textiles qu'ils produisent et vendent, et appuyer ainsi des choix plus durables au niveau des producteurs et des consommateurs. Cette tâche devrait être entreprise par les organisations compétentes, y compris la CEE dans le cadre de son travail actuel sur la traçabilité, en étroite coopération avec les systèmes de certification et de traçabilité existants comme le PEFC.

65. Le secrétariat a annoncé que la Journée internationale des forêts 2015 aura pour thème: «Les forêts pour l'alimentation – L'alimentation pour les forêts», et sera célébrée par l'ONUG et la Section de la foresterie et du bois, et a attiré tout particulièrement l'attention sur la visibilité de l'événement et l'occasion pour les États membres d'y contribuer. L'objectif de l'initiative «Les forêts pour l'alimentation – L'alimentation pour les forêts» serait de mieux sensibiliser aux synergies et aux questions ayant trait aux forêts et à l'industrie alimentaire.

III. Informations sur les forêts, établissement de rapports et perspectives forestières

A. Établissement de rapports mondiaux et régionaux sur les forêts et la gestion forestière durable

Document: ECE/TIM/2014/INF.2

66. M. Roman Michalak, de la Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois, a rendu compte des deux processus de collecte de données sur les forêts et la gestion des forêts dans la région de la CEE. La Section mixte a appuyé l'établissement de rapports concernant le questionnaire conjoint relatif aux ressources forestières/l'évaluation des ressources forestières par les pays de la région paneuropéenne. Parallèlement, elle a également dirigé et coordonné le processus d'établissement de rapports nationaux pour le questionnaire Forest Europe/CEE/FAO sur les indicateurs quantitatifs de la gestion forestière durable. M. Michalak a rendu compte des résultats de ces processus, des faits nouveaux connexes et des plans futurs d'établissement de rapports mondiaux et européens sur les forêts.

67. M. Peter Csoka, de la FAO, a informé les participants de la décision de renforcer le statut du rapport d'ERF de celui d'un rapport de la FAO sur les forêts pour en faire une publication à part entière, et de publier ainsi toutes les études connexes.

68. Le Comité a accueilli avec satisfaction les informations relatives à l'état d'avancement des travaux dans ce domaine et apprécié le travail accompli par les correspondants nationaux, l'Équipe de spécialistes du suivi de la gestion forestière durable et la Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois. Il a en outre pris note de la bonne coopération entre les organisations concernées, en particulier avec Forest Europe.

B. Contribution à la onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts

Document: ECE/TIM/2014/INF.3

69. Le secrétariat a fait savoir au Comité qu'à la suite de la demande de «Metsä2013», la Section mixte CEE/FAO de la foresterie et du bois avait élaboré une étude sur les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs mondiaux ayant trait aux forêts et à leur gestion durable, et sur les problèmes des forêts et du secteur forestier dans la région de la CEE. Cette étude sera une contribution à la onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF).

70. M. Christopher Prins, en sa qualité d'auteur principal coordonnant l'étude, a informé les participants de ses objectifs et de ses résultats préliminaires ainsi que des plans pour sa finalisation et son lancement à la onzième session de ce forum. Il leur a en outre expliqué

comment la région avait progressé vers les objectifs mondiaux du Forum et indiqué les principaux défis auxquels sont confrontés les pays de la région de la CEE.

71. M^{me} Barbara Tavora-Jainchill, du secrétariat du FNUF, a félicité le Comité pour l'étude, laquelle est arrivée à point nommé et est pertinente pour le processus d'examen du FNUF. En réponse à la question de M^{me} Tavora-Jainchill relative à la diffusion de l'étude, le secrétariat a indiqué qu'il envisageait de publier l'étude dès que possible pour permettre aux participants du FNUF de la lire bien avant la session du Forum. L'étude sera présentée lors de la partie officielle de la onzième session du Forum et il est également prévu d'organiser une manifestation parallèle sur cette étude. Des plans sont en outre en cours de préparation en vue de la publication des résultats préliminaires et le secrétariat se mettra en rapport avec le FNUF sur cet aspect.

72. En réponse aux observations de la France et du Portugal, le secrétariat a expliqué que l'étude avait été effectuée avec des données existantes. Les correspondants nationaux officiellement désignés par les États membres de la FAO qui établissent des rapports pour les études mondiales et régionales ont été invités à vérifier ces données. Le Secrétariat a expliqué qu'il devait se servir des coordonnées officielles pour vérifier les données, comme décidé par les États membres. Les données vérifiées, ainsi que le projet révisé de l'étude seront mis à la disposition des pays (Comité et participants du CEF) pour un examen plus poussé dès que le prochain projet sera terminé.

73. S'agissant de la question des sous-régions géographiques utilisées dans l'étude, il a été précisé que celle-ci couvrait la région de la CEE, conformément à la répartition des régions géographiques attribuée aux commissions économiques régionales de l'ONU. Les données sont, dans tous les cas, recueillies par pays, et pourraient être regroupées différemment si nécessaire, y compris pour la sous-région de la CEF.

74. Le Comité a apprécié l'appui en nature et en espèces offert pour l'étude par les pays de la région et, en particulier, les États-Unis, la Finlande, l'Allemagne, la Fédération de Russie et la Suisse. Les participants ont remercié les auteurs, l'équipe de spécialistes du suivi de la gestion forestière durable et d'autres contributeurs pour leur excellent travail et les a encouragés à poursuivre leurs efforts afin que l'étude soit achevée au plus tard en janvier 2015.

C. Étude sur la propriété forestière dans la région de la CEE

Documents: ECE/TIM/2014/7 et ECE/TIM/2014/INF.4

75. M. Roman Michalak, de la Section de la foresterie et du bois de la CEE/FAO, et Diana Feliciano, de la COST Action FACESMAP, ont rendu compte de la préparation de l'étude sur la propriété forestière dans la région de la CEE. Cette étude a été menée par la Section en coopération étroite avec la COST Action FP1201 «Forest Land Ownership Changes in Europe: Significance for Management and Policy» (FACESMAP).

76. Ils ont présenté les principaux objectifs de l'étude et le calendrier ainsi que le cadre organisationnel de ce projet. Le projet de dernière version du questionnaire sur la propriété forestière a été présenté aux participants. Ce questionnaire est le principal outil de collecte de données sur la propriété forestière dans la région de la CEE. Il comprend deux parties (questions quantitatives et qualitatives). La Section CEE/FAO de la foresterie et du bois est chargée des questions quantitatives, tandis que les questions qualitatives ont été confiées à la COST Action FACESMAP.

77. En réponse à une question de la Belgique, le secrétariat a indiqué que l'étude était une activité distincte mandatée par le programme de travail intégré, et était indépendante des autres processus d'établissement de rapports. Toutefois, toutes les informations

pertinentes recueillies dans le cadre d'autres processus seront utilisées dans toute la mesure possible. Le Portugal, a exprimé des inquiétudes quant à la capacité des pays de fournir les informations demandées dans le nouveau questionnaire, car il était extrêmement détaillé.

78. Le Comité s'est félicité du travail accompli jusque-là et, en particulier, de la coopération entre la Section CEE/FAO de la foresterie et du bois et la COST Action FACESMAP, et les a encouragées à poursuivre leurs efforts sur les prochaines phases du projet et la réalisation de l'étude.

D. Questions d'orientation pour le prochain cycle d'études sur les perspectives du secteur forestier

Document: ECE/TIM/2014/INF.5

79. Les participants ont été informés des résultats des consultations menées par l'Équipe de spécialistes des perspectives du secteur forestier au sujet d'éventuelles questions d'orientation à examiner pour le prochain cycle d'études (des informations détaillées figurent dans le document ECE/TIM/2014/INF.5). Le Comité a été invité à fournir des contributions sur les questions d'orientation proposées au plus tard le 15 décembre 2014. Le Royaume-Uni a souligné que celles-ci devraient être examinées en tenant compte des résultats de l'étude présentée au titre du point 2 b) de l'ordre du jour.

80. Les questions d'orientation à prendre en compte par les études de perspectives seront discutées à nouveau lors de la prochaine réunion de l'équipe de spécialistes, qui se tiendra au Centre commun de recherche d'Ispra les 22 et 23 janvier 2015 pour examiner dans quelle mesure les données et les modèles potentiels disponibles peuvent permettre de répondre aux questions proposées.

81. La région de la CEE est couverte par trois grandes études de perspectives: une étude des perspectives du secteur forestier en Europe, une pour l'Amérique du Nord et une pour la Fédération de Russie. Les participants ont été informés qu'il y avait différentes options concernant la portée géographique des prochaines études. En particulier, la proposition d'inclure la Fédération de Russie dans la prochaine étude des perspectives du secteur forestier en Europe a été mentionnée et fera aussi l'objet d'un examen plus poussé à la réunion d'Ispra.

IV. Le rôle des forêts dans le programme de l'après-2015

Document: ECE/TIM/2014/8

82. Les participants ont été informés des faits marquants survenus dans le processus conduit par les gouvernements en vue de la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2015, des résultats des travaux de la CEE/FAO dans ce domaine, et de l'examen de l'arrangement international sur les forêts.

83. M. Christoph Dürr (Suisse) a présenté les principaux objectifs et cibles ayant trait aux forêts issus des travaux du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable (OMD). Il a en outre rendu compte aux participants des résultats de l'atelier de la CEE/FAO sur le thème «Forêts et objectifs de développement durable: vision régionale» organisé à la demande de «Metsä2013» à Genève en deux parties, les 22 et 23 janvier 2014, et le 16 juin 2014.

84. Les résultats de la première réunion ont été communiqués à la réunion du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable (OMD) tenue en février 2014 à New York, tandis que ceux de la deuxième partie ont été approuvés par la trente-sixième

session du Groupe de travail CEE/FAO des statistiques forestières et de l'économie et de la gestion des forêts, et présentés à la vingt-deuxième session du Comité des forêts de la FAO à Rome.

85. M. Simon Milledge, chercheur principal de l'équipe de la foresterie (Natural Resources Group) de l'Institut international pour l'environnement et le développement, a expliqué comment les objectifs de développement durable actuels couvrent les forêts et la gestion forestière, et a analysé leurs conséquences pour les forêts et les cadres de politique connexes. Il a souligné la pertinence des cadres existants à cet égard, y compris la gestion forestière durable, la gestion durable des paysages, la foresterie contrôlée localement et la foresterie dans une économie verte.

86. M^{me} Barbara Tavora-Jainchill, du secrétariat du FNUF, a rendu compte du processus actuel d'examen de l'arrangement international sur les forêts. Le FNUF examinera une série complète d'options futures, y compris un instrument juridiquement contraignant sur tous les types de forêts, le renforcement de l'arrangement actuel, la poursuite de cet arrangement et d'autres options. M^{me} Tavora-Jainchill a souligné que l'examen de l'arrangement international sur les forêts offrira également une occasion importante pour modeler le programme de l'après-2015, y compris les objectifs de développement durable, étant donné l'inclusion des forêts et de la gestion durable des forêts dans le résultat escompté du processus du Groupe de travail ouvert. Des informations ont été communiquées sur le processus d'examen de l'arrangement international, qui sera finalisé à la onzième réunion du Forum en mai 2015. En préparation de cette réunion, les membres du FNUF ont convenu d'une série d'activités intersessions comme suit: i) solliciter les vues et les propositions des États membres et d'autres parties prenantes concernées sur l'arrangement international sur les forêts; ii) conduire une évaluation indépendante de cet arrangement; et iii) tenir deux réunions du groupe d'experts spécial sur cet arrangement. À cet égard, les participants ont été encouragés à faire connaître leurs points de vue sur l'examen dudit arrangement au secrétariat du FNUF au plus tard à la date limite du 5 décembre 2014.

87. M. Maxim Lobovikov, consultant international et membre de l'équipe d'évaluation indépendante, a présenté une perspective historique et décrit les modalités de travail du processus d'évaluation indépendante de l'arrangement international sur les forêts. Il a informé le Comité des principales conclusions du processus d'évaluation de cet arrangement du point de vue de son équipe. Au cours du processus d'évaluation, l'équipe a déterminé les options d'amélioration possibles après cet arrangement: i) l'arrangement actuel; ii) une approche institutionnelle renforcée; iii) une voie complémentaire de la gestion forestière durable; et iv) une approche basée sur des accords au niveau régional. Pour appuyer la mise en œuvre des options proposées, les experts ont formulé des propositions en vue de systèmes institutionnels et financiers de composantes interconnectées aux niveaux mondial, régional et national.

88. Au cours du débat qui s'en est suivi, le Comité a souligné qu'il importait de veiller à ce que les forêts soient dûment prises en considération dans les objectifs de développement durable finals. Les États membres ont souligné le rôle important des gouvernements dans la phase finale des consultations qui déboucheront sur l'accord intergouvernemental à la fin de 2015. Le Comité a en outre reconnu la nécessité de l'échange d'informations sur les faits marquants survenant dans le processus politique et de s'engager lorsqu'il le faut. Le secrétariat a été encouragé à continuer de rendre compte aux États membres de l'état d'avancement des discussions intergouvernementales.

89. Le secrétariat a remercié le Gouvernement suédois pour le rôle important qu'il a joué en dirigeant et en appuyant le travail de la CEE/FAO sur les objectifs du développement durable.

V. Rapports présentés et activités mises en œuvre au titre du programme de travail intégré et des décisions connexes

A. Rapport du Groupe de travail CEE/FAO des statistiques forestières et de l'économie et de la gestion des forêts

Document: ECE/TIM/EFC/WP.2/2014/2

90. M. Johannes Hangler, Président du Groupe de travail mixte FAO/CEE des statistiques forestières et de l'économie et de la gestion des forêts, a présenté les résultats et les décisions de la trente-sixième session de ce groupe tenue les 17 et 18 juin 2014, y compris des informations sur les premières réunions et les plans de travail des équipes de spécialistes CEE/FAO constituées au titre du programme de travail intégré CEE/FAO pour 2014-2017.

91. Le Comité a été informé que la trente-septième session de ce groupe de travail se tiendrait du 18 au 20 mars 2015 à Genève.

B. Examen des activités menées en 2014 et des activités prévues pour 2015

Document: ECE/TIM/2014/9

92. Les participants ont été informés des activités du programme de travail intégré CEE/FAO pour 2014-2017 qui ont été mises en œuvre en 2014, et des activités prévues pour 2015, figurant dans le document ECE/TIM/2014/9. Le Comité a pris note des informations communiquées et a reconnu et apprécié le travail effectué en 2014. Il attend avec intérêt la mise en œuvre des activités prévues pour 2015 et de celles qui ont émergé des discussions du Comité au cours de la session.

C. Rapport d'évaluation biennale

Document: ECE/TIM /2014/10

93. Les participants ont examiné le rapport d'évaluation biennale 2012/2013, qui a été approuvé. Le secrétariat a suggéré de mettre fin à ce type de rapport formel, qui est devenu optionnel et n'a, au mieux, qu'une faible valeur ajoutée pour le travail du Comité. Il a expliqué que, dans tous les cas, le programme de travail intégré est examiné à la fin de chaque période de programme, ce qui donne aux États membres l'occasion de revoir le programme en 2017.

94. Le Comité a approuvé l'abandon de l'évaluation biennale et pris note des informations fournies par le secrétariat sur la conformité des documents présentés, qui était de 100 % pour la réunion en cours.

D. Mise en œuvre des projets du Compte pour le développement de l'ONU et de lutte contre les incendies

Documents: ECE/TIM/2014/11 et ECE/TIM /2014/INF.6

95. Le secrétariat a rendu compte du projet du Compte pour le développement de l'ONU à l'appui de la gestion forestière durable, qui est mis en œuvre par la Section mixte CEE/FAO dans le Caucase et en Asie centrale. Ce projet comprend un total de 46 ateliers (régionaux, nationaux, locaux et d'accompagnement de carrière) sur la gestion forestière

durable organisés sur la base de méthodes de formation participative et dans les langues locales. Il comporte une assistance pour l'élaboration de plans d'action nationaux dans trois pays (Géorgie, Kazakhstan et Tadjikistan). La délégation de l'Ouzbékistan a ensuite rendu compte de la contribution de ce projet à la compréhension de la gestion forestière durable et à une économie verte dans son pays. La délégation arménienne a indiqué que la formation avait été suivie par plus de 100 personnes en Arménie. Ces deux délégations ont exprimé l'espoir que leur pays, ainsi que les trois pays pilotes actuels du projet, pourraient également bénéficier à l'avenir d'une assistance pour l'élaboration de plans d'action nationaux.

96. Le Comité a indiqué qu'il souhaitait voir ces activités se poursuivre et, si possible, se développer.

97. M. Johann Goldammer a rendu compte des activités finales de l'équipe de spécialistes des feux de forêt, leurs activités ayant été transférées au mécanisme international de préparation aux feux de forêt, qui coopère actuellement avec un large éventail d'organisations internationales ainsi qu'avec la CEE et la FAO. Il a fait état d'un certain nombre de publications parues et de réunions organisées sur les incendies de forêt au cours de l'année précédente. En particulier, il a rendu compte du Forum régional sur les incendies de forêt transfrontalière, tenu à Genève (Suisse) en novembre 2013 et pour lequel un certain nombre de publications et de documents avaient été préparés. Les recommandations issues de ce forum ont souligné la nécessité d'adopter une approche intersectorielle et globale en ce qui concerne les incendies de forêt. Ce forum a également proposé de passer d'une approche fondée uniquement sur le volontariat à une approche plus basée sur la réglementation et d'adopter les directives pour la lutte contre les incendies par des moyens aériens. M. Goldammer a en outre proposé d'envisager un protocole sur les incendies de forêt si un accord juridiquement contraignant est conclu au niveau européen ou au niveau mondial.

98. Le Comité a félicité M. Goldammer pour le travail remarquable effectué sur les incendies de forêt pendant trente ans sous l'égide du Comité et de la CEF et le souhait du Comité de continuer à coopérer dans le cadre de ce travail à présent qu'il est passé au niveau mondial.

99. Le secrétariat a noté que la reconnaissance de la pertinence globale du travail de cette équipe de spécialistes était un signe de succès. La délégation allemande a remercié M. Goldammer et l'équipe de spécialistes pour leur excellent bilan dans le domaine des feux de forêt. La délégation du Kazakhstan a également noté l'importance du travail de l'équipe de spécialistes comme fondement de la coopération actuelle concernant la lutte contre les incendies de forêt transfrontalière dans la région.

100. M. Goldammer a conclu en soulignant que le changement climatique avait entraîné une augmentation de la sécheresse ainsi que de l'incidence, de l'intensité et de la gravité des incendies de forêt dans le monde, une situation qui ne fera qu'empirer à l'avenir. Par conséquent, il faudrait peut-être réfléchir dans cette région, à l'avenir, à la façon de «vivre avec» les feux (plutôt que de se concentrer uniquement sur la façon de les éliminer).

VI. Règlement intérieur du Comité

Document: ECE/TIM/2014/12

101. Dans le droit fil de l'examen de 2013 de la réforme de la CEE de 2005 et conformément aux Lignes directrices relatives aux procédures et aux pratiques des organes de la CEE (E/2013/37-E/ECE/1464, annexe III, appendice III), les participants ont examiné le projet de règlement intérieur proposé pour le Comité par son Bureau. Le projet modifié

par le secrétariat à la lumière des observations des États membres énumérées ci-dessous sera transmis pour examen et adoption éventuelle par le Comité au cours de «Silva2015»:

- a) Fréquence des réunions du Comité (par. 2): la possibilité et l'opportunité d'organiser des sessions tous les deux ans devraient être explorées;
- b) Une attention particulière devrait être accordée aux dispositions du Règlement intérieur ayant trait aux sessions communes du Comité et de la CEF;
- c) Moment de diffusion des documents officiels (par. 4): la date limite de diffusion des documents officiels devrait être clairement spécifiée;
- d) Participation des ONG (par. 9): les ONG, le secteur privé et le monde universitaire et d'autres entités, qui n'ont pas de statut consultatif auprès du Conseil économique et social peuvent participer aux sessions du Comité sur invitation du secrétariat et avec l'approbation tacite des États membres;
- e) Réélection des membres de Bureau (par. 12): après leur élection initiale, les membres de Bureau devraient pouvoir être réélus pour trois autres mandats;
- f) L'équilibre géographique devrait être dûment pris en considération lors de l'examen des candidatures de membres potentiels de Bureau;
- g) Arrangements contractuels des membres de Bureau avec la CENUE (par. 13): il a été noté que cette clause était très importante pour éviter des conflits d'intérêts entre un membre de Bureau, qui devrait agir et donner ses points de vue d'une façon indépendante, et l'organisation, qui ne devrait conclure aucun arrangement contractuel de nature financière avec le membre de Bureau ou l'organisation/l'institution qui l'emploie;
- h) Décisions prises par consensus (par. 21): il a été suggéré de renforcer la formulation pour indiquer que le Comité devrait tout mettre en œuvre pour prendre des décisions sur la base d'un consensus.

102. En réponse à une question de l'Allemagne sur la compatibilité du Règlement intérieur du Comité avec celui de la CEF, le secrétariat a fourni des informations de fond sur la base du document ECE/TIM/2014/1/Corr.1.

103. S'agissant du paragraphe 13 du document sur les procédures, la Fédération de Russie a noté, en ce qui concerne les arrangements contractuels et les conflits d'intérêts, qu'il importait d'appliquer une approche similaire au sein du comité exécutif de la CEF, pour garantir un traitement similaire aux membres des bureaux des deux instances.

104. Le secrétariat a en outre noté que la compatibilité et l'harmonisation des procédures du Comité et de la CEF de la FAO pourraient être examinées à la prochaine réunion du comité exécutif CEE/FAO qui devrait avoir lieu à Budapest le 10 décembre 2014, et à laquelle le secrétaire exécutif de la CEE s'est engagé à assister en personne. Les bureaux communs seront tenus informés des discussions et consultés, selon que de besoin.

VII. Élection du bureau

105. Le secrétariat a introduit le point sur les élections et expliqué les pratiques du Comité aux participants. M. Christoph Dürr (Suisse) a ensuite été élu Président et M. Heikki Granholm (Finlande), et M^{me} Marta Gaworska (Pologne) et M. Guy Robertson (États-Unis) ont été élus Vice-Présidents pour exercer leurs fonctions jusqu'à la fin de la soixante-treizième session.

106. M. Christoph Dürr a remercié les participants pour leur confiance et le secrétariat pour l'appui qu'il lui a apporté jusque-là dans son travail. Il est convaincu que les

arrangements communs CEE/FAO et le programme de travail commun offrent une excellente plate-forme pour les travaux futurs, et il attend avec intérêt de travailler avec les participants, les membres des bureaux communs et le secrétariat au cours des prochains mois.

107. Le Comité a remercié chaleureusement M. Granholm pour son excellent travail en tant que président.

VIII. Date et lieu de la prochaine session

108. À «Metsä2013», il a été convenu que la prochaine session du Comité serait organisée conjointement avec la Commission européenne des forêts de la FAO en 2015 et serait accueillie par la Suisse à l'occasion de la troisième Semaine européenne des forêts. Au nom de la Suisse, M. Christoph Dürr a présenté Engelberg où aura lieu «Silva2015» du 2 au 6 novembre 2015. Il a en outre partagé des points de vue avec les participants sur les questions qu'il aimerait voir aborder par «Silva 2015».

109. Le représentant de la Pologne a, au nom du Ministère de l'environnement, informé la réunion que son pays aimerait accueillir la prochaine session conjointe du Comité et de la CEF, au cas où elle devrait avoir lieu en 2017. La Pologne restera en contact avec le secrétariat pour s'occuper des formalités et des procédures connexes, pour autant qu'aucune décision ne soit prise à la présente session.

110. Le secrétariat a en outre informé les participants que des discussions étaient en cours avec un État membre sur la possibilité d'accueillir la soixante-quatorzième session du Comité en 2016.

IX. Questions diverses

111. M. Eoin O'Driscoll (Irlande), chef de l'équipe de spécialistes des produits forestiers durables, a informé le Comité qu'un atelier sur le renforcement des capacités concernant les marchés et la commercialisation dans l'ouest des Balkans devrait se tenir au Monténégro, en mai 2015. L'appui à l'organisation de cet atelier serait très apprécié.

112. La nécessité d'organiser des discussions d'au moins un jour sur les marchés a été soulevée par l'Allemagne et cette idée a été appuyée par de nombreuses autres délégations. L'importance d'un bon équilibre entre la gestion courante, les questions politiques et stratégiques et les discussions ayant trait au marché pendant les sessions du Comité a été notée. Le secrétariat a suggéré de poursuivre la pratique initiée à «Metsä2013» de consacrer un jour (appelé «le jour du secteur privé») à la discussion de points pertinents. Cette proposition a été accueillie avec satisfaction par le Comité.

X. Adoption du rapport

113. Le Comité a adopté le présent rapport en session.

114. Le président a remercié les participants pour leur contribution au rapport. Le secrétariat commun a fait savoir aux participants que le rapport final corrigé serait publié les prochains jours. La réunion a en outre exprimé ses sincères remerciements au Gouvernement de la Fédération de Russie ainsi qu'à la ville et à la population de Kazan pour leur chaleureuse hospitalité et l'excellente organisation.

115. La clôture de la réunion a été prononcée le vendredi 21 novembre 2014 à 13 h 35.

Annexe

[En anglais seulement]

Forest products market statement

I. Overview of forest products markets in 2013 and 2014

1. Despite improving conditions in the five years since the economic crisis hit bottom in 2009, the production of major forest products in the UNECE Region (Europe, the Commonwealth of Independent States (CIS) and North America) is still 10-15% below the average annual output for the four years preceding the crisis (2004-2007).

2. The region holds 80% of temperate and boreal forests (40% of global forest) and supplies a majority of global wood and wood products. What can be said is that the industry has made many adjustments (cost cutting, consolidations and finding overseas outlets for products) which have contributed to a more stable and predictable market (a key element in attracting investment into the sector). In 2013, the consumption of forest products within the UNECE region has been uneven, with Europe stagnating and the CIS and North America showing modest growth.

3. Demand for many forest products has been deeply affected by developments in the key housing and construction sector. Recession, sovereign debt problems, low rates of household formation and lethargic economies continue to constrain Europe's housing construction market; with no improvement expected before 2015 or 2016. Housing completions in the Russian Federation achieved record levels in 2013, with a total of 912,100 new dwellings built, an increase of 10.3% over 2012 and the largest number of new dwellings built in a single year for more than 20 years. In North America, the US housing market remains in the early stages of recovery, although housing starts and new house sales are still at the lowest levels recorded since 1963.

4. Although recent developments in most forest products markets still do not warrant being labeled as a "recovery", the industry is looking forward to the promise of increased global demand, pent up domestic demand and the fact that wood products hold many solutions to improving the sustainability of the region's economy and the global environment.

Economic developments with implications for the forest sector

5. The International Monetary Fund and the World Bank project lacklustre economic performances for the United States and the Euro Area in 2014 and 2015. For the United States (US), they project GDP growth at 2.2 per cent in 2014 and 3.1 in 2015. The Euro area GDP growth is projected at 1.2 per cent in 2014, increasing to 1.5 per cent in 2015. For the OECD countries, GDP growth is forecast at 1.5 per cent in 2014, increasing to 1.9 per cent in 2015.

6. The World Bank has stated, "Developing countries are headed for a third consecutive year of disappointing growth below 5 per cent...the Euro Area is on target to grow by 1.1 per cent and the US by 1.9 per cent in 2014"³. In developed and high-income regions such as Europe, growth is being restrained by fragile consumer and business

³ World Bank, Global economic prospects: shifting priorities, building for the future. Volume 9. Available at: www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2014b/GEP2014b.pdf.

confidence, high-unemployment in some member countries, continued banking-sector and fiscal restructuring, and lingering sovereign debt problems. In the Euro area, these trends are primarily due to the enduring after-effects of the 2008 financial crisis. In the US, the economy appears to be incrementally improving, but several of the same uncertainties expressed for the Euro area, particularly business uncertainty, also are affecting the US economy.

7. The prospects for Russia's economy were down-graded in 2014 by the IMF, with GDP growth estimated at 0.2 per cent for 2014 and 2.3 per cent in 2015.

Policy and regulatory developments affecting the forest products sector

8. Policies related to wood and forest product markets – from trade agreements to building codes – continue to influence wood use as a material across industries including building, energy and packaging and wood's overall contribution to economic development. The EU Timber Regulation, the new EU Forest Strategy and the developing Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) trade agreement are key developments.

9. The EU Forest Strategy, which was adopted on 20 September 2013, responds to new challenges facing the EU forest sector and to key policy developments in the EU. Key outputs of the EU Forest Law Enforcement, Governance and Trade (FLEGT) Action Plan, which marked its tenth anniversary in 2013, are voluntary partnership agreements (VPAs) between the EU and tropical timber-supplying countries.

10. A report published by the European Commission assessed the impact on deforestation of EU consumption of all products and services, not just those derived directly from forest management. The report estimated that worldwide, 33% of the deforestation embodied in crops and 8% of deforestation embodied in livestock products enter international markets. This implies that policy measures targeting the consumption of agricultural commodities would be at least as effective in reducing deforestation as those targeting timber products.

11. In May 2014, the major global certification schemes – the Forest Stewardship Council (FSC) and the Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC) – reported a total gross area of 440.3 million hectares under their individual (endorsed) certification standards. The total certified area grew by 3.8% (16 million hectares) during the preceding year ending in May 2014, which was half the growth seen in the previous 12 month period. Estimated industrial roundwood production from certified forests increased by 20-30 million m³ per year between May 2011 and April 2014, reaching 524 million m³. Thus, about 30% of global industrial roundwood production (1.7 billion m³) was derived from certified forest.

12. The US Green Building Council (USGBC) approved version 4 of the Leadership in Energy & Environmental Design (LEED) green building standard in June 2013. In the Materials and Resources section of that standard, prescriptive measures have been replaced with credits related to life-cycle analysis based environmental product declarations, materials ingredients verification, and raw-material extraction.

13. The main carbon market, the EU Emissions Trading System (EU ETS), is still marked by uncertainty about its cost-efficiency and impact. In the first quarter of 2014, a record 2.8 billion European carbon allowances were traded on Europe's four main emissions exchanges, an increase of 12% over the same quarter in 2013, despite a cut in supply.

Innovative wood-based products: textiles

14. Developments in the wood-derived fabric industry continue to support the status of wood as a preeminent sustainable source of fibre for the world's clothing. Wood-derived viscose in its various forms is already an important player, accounting for 6% of the world fabric market. It occupies third place in that market, after synthetics and cotton and ahead of wool.

15. Traditional viscose has its environmental downside because toxic chemicals are used in its production. However, various "closed loop" systems have ensured that such chemicals are re-used and not released into the environment, and second-generation wood-derived fabrics, such as produced by the Lyocell process, have strong green credentials.

16. Wood-derived fibres are a close substitute for cotton, which carries significant undesirable environmental consequences. Because there are land and water restrictions on the continued expansion of cotton plantations, it is expected that the production of wood-based fibres will increase over the next few years. Proximity to a competitively priced source of wood is a key variable driving production costs for wood-derived fibres; many countries in the UNECE region are well-placed to take advantage of this potential.

17. With this in mind, UNECE arranged the "Forests for Fashion – Fashion for Forests" event in Geneva in 2014, showcasing wood-based fabrics to designers and commentators in the fashion and related industries. The market for fashion and fabrics is highly dependent on demand and consumer preferences. Consumer demand for wood-fibre-based fabrics could imply a need for greater cooperation, both between producers of sustainable fibres and with other parts of the fabric production chain to ensure clear labeling and consumer confidence.

I. Summary of regional and subregional markets

18. The overall condition of forest products markets in the UNECE region is improving. However, markets in the European subregion are stagnant, but industry consolidations and increased exports (created by demand from China and other extra-regional export destinations) have helped much of the wood sector to diversify and adapt to the current market situation.

19. The CIS experienced moderate growth in most forest products in 2013, assisted by a strong year for construction in the Russian Federation and many of the other CIS countries. Investments in new plants and the recapitalizing of old plants were a sign of optimism and confidence. Exports have been a strong feature of growth in the subregion. There was a drop in the production and consumption of pulp and paper in the CIS in 2013; however, the reconstruction and restructuring of the Russian pulp and paper industry is now a priority and should help future prospects.

20. North America continued to show strong positive movements in markets for most wood products. This was a result of the recovery in the housing sector, an improved economic situation, and increased exports of products and roundwood to Asia and of wood pellets to Europe.

Wood raw materials

21. A worldwide rise in demand for forest products in 2013 resulted in the highest timber harvest in the UNECE region in six years. Removals of industrial roundwood reached 1 billion m³ in 2013, have been trending upward for five years and were more than 17% higher in 2013 than in 2009. Overall harvest levels increased by almost 2% in Europe and the CIS in 2013 (compared with 2012) and by 0.3% in North America.

22. The consumption of roundwood by the forest industry in the UNECE region was 984 million m³ in 2013, which was 1% higher than in the 2012. This was the fourth consecutive annual increase, with the manufacturing industries in all UNECE subregions consuming more logs in 2013 than they did five years ago. Europe recorded the biggest rise in roundwood production and consumption in 2013 compared with 2012, while roundwood production and consumption increased only slightly in North America.

23. Much of the higher demand for roundwood was the result of improved sawnwood markets. The production of sawn softwood increased by 3.3% in the UNECE region in 2013 to meet higher demand both in the region and in extra-regional markets such as China, Japan, the Middle East and North Africa.

24. The trade of industrial roundwood into and from the UNECE region increased by more than 8% in 2013, with net exports of 27 million m³. The largest increases in shipments in 2013 were in US exports of softwood logs to China; softwood log imports to Germany from neighbouring countries; imports of both softwood and hardwood logs to Finland from the Russian Federation; and exports of softwood logs from Norway to Sweden. The major global log trade flows continue to be driven by Chinese imports from New Zealand, the Russian Federation and the US, with New Zealand surpassing the Russian Federation in 2013 as the world's largest exporter of softwood logs.

25. The improving housing market in North America should lead to strong growth in domestic demand for forest products, leading to higher prices. Indirectly, this could encourage China to source more wood products from the Russian Federation, as it is the most logical supplier for China's ever increasing need for wood.

26. In addition to the removal of industrial roundwood, 194 million m³ of wood fuel was reportedly produced in the UNECE region in 2013. Most of this was consumed in Europe, which accounted for almost 60% of total wood fuel consumption in the UNECE region.

27. COFFI forecasts that industrial roundwood removals is expected to increase in the UNECE region at an annual rate of 1.1% in 2014 and 0.3% in 2015, with a subregional breakdown as follows: Europe +1.6% in 2014 and +0.2% in 2015; CIS +1.7% in 2014 and +0.8% in 2015; and North America at +0.3% in 2014 and +0.2% in 2015.

Sawn softwood

28. In line with generally improving but unsettled global economic trends, 2013 was characterized by recoveries in North America and the CIS countries and by varying conditions – from unsettled to improving – in Europe. Sawn softwood consumption increased by 5.2% in North America in 2013 due to gains in the housing market, and by 8.8% in the CIS. Europe recorded a 1.7% drop in apparent consumption, as some countries continued to struggle economically, but there were production gains in all the UNECE subregions: North America (5.2%); CIS countries (4.0%); and Europe (1.3%).

29. As European demand for sawn softwood stabilized and overseas exports increased, production in Europe grew slightly – by 1.3% – in 2013, to 97.9 million m³. This growth was due mainly to increased production in Finland, Romania and Poland, which collectively added 1.3 million m³ of production. In Europe and the Middle East, sawn softwood prices increased moderately in 2013 compared with 2012. Improved capacity utilization led to price increases, and sawmilling companies with export market exposure were able to improve their profitability. Most European mills made at least some profit in 2013, instead of the losses seen in 2012.

30. Apparent sawn softwood consumption in the CIS increased to 19.44 million m³, and production amounted to 35.78 million m³, an increase of 4.0% over 2012. Fuelled by strong export demand as well and the strength of the euro and the US dollar at the end of 2013 and

early 2014, sawmills increased production and prices increased in 2013 compared with 2012. In 2013, Russian exports increased: to China (by 21.5%, to 7.5 million m³); Uzbekistan (by 28%, to 2.66 million m³); Azerbaijan (by 16%, to 1.0 million m³); Tajikistan (by 14%, to 955,000 m³); and dropped in Egypt (- 21% to 1.37 million m³).

31. Apparent sawn softwood consumption increased in North America by 5.2% in 2013, to 80.33 million m³. This was due to gains in new residential housing starts, repairs and remodelling. Apparent sawn softwood consumption increased in the US by 7.1% (to 65.95 million m³) in 2013, but it declined in Canada by 2.6% (to 14.38 million m³) due to a slowdown in its overheated housing market. US sawn softwood output was 51.05 million m³ (+4.7%) in 2013, and Canada's output rose at a faster rate (5.8%), to 41.55 million m³, despite negative domestic market growth.

32. China has become a key alternative market for producers: in 2013, record exports of sawn softwood were made by the Russian Federation (7.5 million m³), Canada (6.8 million m³), the US (875,000 m³) and Europe (1.3 million m³). Extremely bad weather in the eastern half of North America in the first quarter of 2014 and a port strike in Vancouver caused difficult logistical issues for sawmills, creating a surplus of lumber and eroding prices in key markets.

33. The outlook for sawn softwood for the remainder of 2014 is for improving prices in most key markets, including the US, China and Europe, but some markets – such as those in Japan, North Africa and the Middle East – may see prices soften due to excess supply.

34. COFFI forecasts that the production of sawn softwood is expected to increase in the UNECE region at an annual rate of 2.2% in 2014 and 1.7% in 2015, with a subregional breakdown as follows: Europe +3.0% in 2014 and +0.3% in 2015; CIS +2.0% in 2014 and +0.8% in 2015; and North America at +1.4% in 2014 and +3.5% in 2015.

35. Economic development in Europe, however, is expected to be uneven, with a few countries experiencing strong growth and others contraction. For those countries indicating a positive outlook, exports appear to be the biggest driver and not consumption in the subregion. Turkey highlighted that 2013 was better than expected, with housing starts up by 10% in 2013 and as good or better growth expected to continue through 2014, with positive implications for the forest-based industries there.

Sawn hardwood

36. There was a significant shift in sawn hardwood trade away from the UNECE region and towards emerging economies during the global financial crisis. This trend slowed in 2013 as demand in the UNECE region began to recover. Total apparent consumption of sawn hardwood in the UNECE region was 31.5 million m³ in 2013, a 5.1% increase compared with 2012. The increase in consumption in 2013 followed two years of decline and was driven primarily by rising demand in the US.

37. Sawn hardwood production increased in North America and the CIS in 2013 but declined in Europe, due mainly to log shortages in parts of eastern Europe. The 2012 downturn in imports in the UNECE region continued into 2013, but at a slower pace

38. European consumption and production of sawn hardwood fell by about 4% in 2013, to 12.6 million m³. Declining consumption was due partly to a lack of supply as hardwood was diverted to more active markets in North America and to emerging economies.

39. Apparent consumption of sawn hardwood increased by 12% in the CIS in 2013, to 2.1 million m³. Production increased by 2%, to 3.1 million m³, while exports declined by 11.8%. Imports increased by 12.8% in 2013, but from a very low base. In the Russian Federation the increase in sawn hardwood consumption was 16.5%, driven by rising residential construction.

40. North American sawn hardwood consumption increased by 11.9% in 2013, to 17.0 million m³. Low mortgage rates, an improved job market and higher consumer confidence bolstered home sales. North American sawn hardwood production increased by 11.4%, to 19.5 million m³, due to rising domestic consumption and exports. Although US production stepped up again in the first half of 2014, several factors may begin to moderate the pace of growth. Profitability in the hardwood processing sector has fallen in part because high-margin “grade sawnwood” markets declined more than low-margin “industrial sawnwood” during the global financial crisis.

41. COFFI forecasts that the production of sawn hardwood is expected to increase in the UNECE region at an annual rate of 1.7% in 2014 and 0.7% in 2015, with a subregional breakdown as follows: Europe +1.7% in 2014 and +0.4% in 2015; CIS +6.5% in 2014 and +3.0% in 2015; and North America at +0.9% in 2014 and +0.5% in 2015.

Wood-based panels

42. Despite the mixed economic performance in the UNECE region in 2013, there was moderately strong growth in the consumption of wood-based panels in each of the subregions. North America had the strongest growth (5.4%), driven by the continuing recovery of the housing sector. The consumption of wood-based panels grew in Europe by 2.0%, despite the overall sluggish economy there. Wood-based panel consumption in the Russian Federation increased in 2013 (+3.9%), and oriented strand board (OSB) jumped by more than 20%.

43. The production of wood-based panels was up by just 1.3% in Europe in 2013, although there were major differences among specific panel products, with plywood production falling by 7.2% and OSB production jumping by 9.9%. Similarly, while overall panel production grew by 3.0% in the CIS in 2013, there was a 4.7% increase in plywood production and a 0.5% decline in medium-density fibreboard. Wood-based panel production showed moderate to strong growth in all product categories in North America in 2013, with the exception of plywood, which grew by a relatively low 1.4%. Overall, capacity utilization rates in the UNECE region remained quite low – below 80% in almost all product categories – in 2013.

44. Europe was the only UNECE subregion to report a trade surplus in wood-based panels in 2013, and this surplus is expected to increase in 2014. Both the CIS and North America reported trade deficits in 2013, and these deficits are projected to carry over into 2014. China remains an influential player in the global trade in wood-based panels, generating 34.3% of global plywood exports and 15.8% of global fibreboard exports. Regulations governing the legality of timber in both the EU and the US could have an impact on imports of tropical hardwood plywood in 2014.

45. COFFI forecasts that the production of wood-based panels is expected to increase in the UNECE region at an annual rate of 0.7% in 2014 and 0.9% in 2015, with a subregional breakdown as follows: Europe +0.5% in 2014 and +0.7% in 2015; CIS +2.4% in 2014 and +1.2% in 2015; and North America at +0.3% in 2014 and +1.3% in 2015.

Paper, paperboard and woodpulp

46. The pulp, paper and paperboard market remained in flux in 2013 as graphic paper capacity continued to be rationalized in Europe and North America – a development that has persisted now for a decade. Chemical market pulp capacity continued to expand in South America, with Southeast Asia being the favoured target market, despite a marked slowdown in investment in new paper and paperboard installations serving rapidly growing economies. These and other changes are resulting in a possibly unprecedented global shift in pulp and paper supply.

47. The global pulp, paper and paperboard industry faced another challenging year in 2013. Despite significant capacity closures across several pulp, paper and paperboard grades in Europe, Japan and North America, production capacity is still too high when measured against falling or static demand for some grades. Overall paper and paperboard production and consumption rose in North America while it fell in Europe. Graphic paper and chemical woodpulp output fell across all UNECE subregions.

48. The production of paper and paperboard weakened in the CIS in 2013. However, significant investments have been made in pulp and paper facilities in the region with an eye to taking advantage of future growth opportunities in both domestic and export markets.

49. Growth in China's gross domestic product slowed to a relatively weak 7% in 2012 (down from 9-10% in 2007-2011). It rebounded to 7.7% in 2013, however, following economic reforms that included stimulating domestic consumption and reducing money supply. As a result, global demand for pulp, paper and paperboard grew slightly in 2013.

50. Electronic communication via the internet and the use of smart phones continued to play a major role in the evolution of the pulp and paper segments, while paperboard benefited from increased online shopping.

51. In the pulp sector, expansions in bleached hardwood kraft capacity in South America were by far the most important factor influencing the market in 2013 and through to mid-2014. In the paper sector, the trend of converting production to paperboard and packaging grades continued.

52. Prices in the pulp sector generally rose in 2013 and into early 2014, but since then discounts continued to hamper the profitability of high-cost producers, leading to capacity rationalization in North America, Europe and even South America.

53. COFFI forecasts that UNECE region production of paper and paperboard is expected to change by an annual rate of -0.3% in 2014 and +0.1% in 2015, with a subregional breakdown as follows: Europe no change in 2014 and -0.5% in 2015; CIS +0.1% in 2014 and +0.1% in 2015; and North America with -0.7% in 2014 and -0.3% in 2015.

Wood energy

54. Wood energy markets continued to grow in the UNECE region in 2013. Although wood energy consumption in the industrial sector declined slightly, residential and power-sector demand expanded. Considerable growth in wood energy consumption is forecast in Europe and in the CIS, driven partly by renewable energy targets in the EU.

55. The EU is – and will continue to be – the world's largest market for pelletized wood energy. Total wood-pellet imports into the EU27 from Canada, the Russian Federation, the US and the rest of the world reached 4.5 million tonnes in 2012. Nevertheless, trade within the EU27 was larger, at about 4.7 million tonnes in 2012 of wood pellets.

56. New and existing capacity in Canada, the CIS, southeastern Europe and the US should be able to match the growing demand. There are signs of excess capacity in wood-pellet manufacturing in North America and southeastern Europe, although investment in new plants continues to grow. New markets in Asia will also increase the consumption of wood fuels and could eventually create price pressures in the global wood energy market.

57. The Russian Federation's domestic consumption of different kinds of wood energy for heat production is growing, including the use of sawmill co-products, firewood, wood briquettes and pellets. Russian wood-pellet production is reported to have increased by about 50% and may have reached 1.5 million tonnes in 2012. An estimated 96% of

production was exported. Wood briquette production rose by 20% to approximately 300,000 tonnes, of which approximately 40% was sold domestically in 2012.

58. An increasing trend in domestic and foreign investment in wood-pellet manufacturing and combined-heat-and-power plants in the Russian Federation reflects growing confidence in energy markets.

59. Growth of wood energy production in Canada will continue to be linked to exports of wood pellets. Projections for the US show growth in wood energy use to 2030, but at a lower rate than previously forecast.

60. Wood pellet production capacities in North America are estimated at 11.6 million tonnes in spring 2013 and could soon reach 20 million tonnes, based on planned capacities. The actual wood-pellet production is estimated at 1.7 million tonnes in Canada and 4.0 million tonnes in the US in 2013.

61. A key issue for the further development of wood-pellet trading appears to be pending requirements for certification of the forests and wood used in pellet production. Clear regulations about financial support for renewable energy projects and renewable energy mandates will be a driving force for new investment in wood energy. Public policy debate on targets beyond 2020 will also affect developments and spur or limit investments, primarily in power generation projects.

62. Pellet manufacture is the most positive segment of the wood energy sector, but it is almost entirely dependent on the EU market, however, there are questions as to whether energy users in the EU will continue to absorb the high energy costs that result from subsidizing wood energy. Crude oil and natural gas prices on the global markets are dropping and wood energy is becoming less competitive.

Value-added wood products

63. The value of global furniture production, most of which is wooden, was an estimated \$437 billion in 2013. China was by far the largest furniture-manufacturing country. Furniture trade continues to grow faster than consumption as manufacturing moves to lower-cost countries.

64. In 2013, markets for builders' joinery and carpentry continued to recover in the US, the UK and Germany and to decline in France. These markets are characteristically regional, with most imports originating from countries that are close-by. The exception is the US market, which Asian producers have penetrated strongly.

65. The profiled-wood market continues to recover in the US, fuelled by strengthening housing markets. Imports of profiled wood are growing steadily, with Brazil the largest exporter in the softwood mouldings market (36% of market share), followed by Chile (31%) and Canada (11%). European profiled-wood markets continue to stagnate.

66. Global laminate flooring production increased from 890 million m² in 2012 to 925 million m² in 2013. China produced 28% of global laminate flooring in 2012, replacing Germany (27% in 2012) as the main producer of this product; Germany's share declined further, to 26%, in 2013.

67. Engineered wood products comprise: glue laminated beams (glulam), laminated veneer lumber (LVL), wooden I-beams, finger-jointed timber and cross laminated timber (CLT) (and a few other relatively minor products). Most markets for engineered wood products are stagnant in Europe. The exception is CLT: the production and consumption of this product has grown impressively and growth is expected to be at well over 10% per year for the foreseeable future.

68. In contrast to Europe, the production of engineered wood products is increasing in North America, with most products experiencing 10-20% growth in 2013. CLT is now being produced in North America but is yet to make serious inroads into building construction there. Currently, the mining and oilfield industries consume a large percentage of the CLT produced in North America for use as equipment pads and platforms.

69. Engineered wood products have made inroads into areas where, before, concrete and steel formerly were used exclusively. Builders of bridges and large buildings (such as apartment complexes and sports venues), for example, are now considering wood for its natural beauty as well as its utility, cost-effectiveness and environmental credentials.

70. Building codes and construction regulations are slowly being amended to accommodate wood based on its performance, moving away from prescriptive standards which stipulate the materials that may be used. In addition, many governments are actively encouraging the use of wood. These developments could all be beneficial for the use of engineered wood products in the future.

Housing

71. In most of the eurozone (Germany being the exception), a robust housing recovery is being delayed by a number of economic factors. Some analysts believe that the value of new residential construction in Europe will increase through 2016, from €32.13 billion in 2014 to €51.47 billion in 2016.

72. In North America, the US housing market is still in the early stages of recovery. Spending on private residential construction (single- and multi-family housing) continues to improve, but remodelling is decreasing slightly, as are public expenditures. Several housing analysts project that a robust US housing recovery remains several years away. The Canadian housing market is considered stable.

73. There were record housing completions in the Russian Federation in 2013. Along with setting a 20 year record for new dwellings, residential space construction totalled 69.4 million m² in 2013, an increase of 5.6% over 2012.

74. In the first quarter of 2014, 178,000 apartments were commissioned in the Russian Federation, with a total area of 13.6 million m². This is nearly 31% greater than the number commissioned in the same quarter of 2013, when 10.4 million m² were commissioned. In the first quarter of 2014, individual developers built 47,600 residential houses with a total area of 6.4 million m², an increase of 19.2% over the same period in 2013.
